

MONSIEUR BERTON, NOUS NE VOULONS PLUS DE MOTS

Vendredi 23 octobre à 14h47, le président d'AMU a écrit à toute l'université. Le soir même, il fermait tous les sites.

Un mail de posture, plein de « dialogue », de « solidarité » et d'« engagement ». Nous l'avons lu ligne par ligne. **Derrière les mots, il y a des choix**, et ce sont toujours les mêmes : protéger l'institution contre celles et ceux qui la font vivre.

Depuis, **la mobilisation a commencé à payer**. À ALLSH, le contrôle d'assiduité est suspendu, aucune évaluation ne peut être organisée et l'amphi Guyon est mis à disposition du mouvement. En Sciences, la doyenne propose des cours sans contrôle d'assiduité et de ne pas compter les évaluations faites d'ici Noël. Ces reculs, ce sont les AG et les blocages qui les ont arrachés, faculté par faculté.

Mais ces mesures sont insuffisantes, et **elles s'arrêtent là où commence le pouvoir de la présidence**. Et de ce côté-là, toujours rien.

Notre réponse va être longue. Mais au moins, elle sera claire, une bonne fois pour toutes. **Pas de moyens, pas de rentrée.** Voici pourquoi.

UNE JEUNESSE QUI SE LÈVE

Tout est parti des Outre-mer. Fin août, à Acoua, à Mayotte, les lycéen.nes de la Cité du Nord bloquaient déjà leur lycée : **plus de 2 200 élèves dans un établissement prévu pour 900**, des classes à 38, des coupures d'eau, des toilettes inutilisables. La Guyane, la Guadeloupe et La Réunion ont suivi, puis un lycée de banlieue parisienne mi-septembre. Fin septembre, l'appel aux blocages est devenu national et **des centaines de lycées** ont été bloqués en quelques jours. Le 17 octobre, **plus d'un demi-million de personnes** étaient dans la rue. À Aix, 5 000 personnes ont marché jusqu'à l'autoroute.

Les raisons sont concrètes. À la rentrée, il manquait des profs dans plus de la moitié des collèges et lycées publics. Les bâtiments tombent en ruine, Parcoursup trie dès 17 ans, et pendant ce temps le budget de l'armée explose. Les lycéen.nes ont fait le lien tout de suite : **il y a de l'argent, mais pas pour eux**.

Les étudiant.es les ont rejoint.es, parce que la même logique continue à la fac : la sélection, les frais pour les étranger.es, la précarité, le distanciel.

> **Une génération qui relève la tête.**

CETTE GÉNÉRATION NE RENTRERA PAS DANS LE RANG

Ce n'est pas une crise d'adolescence. C'est une génération qui **refuse le monde qu'on lui prépare** : la sélection dès le lycée, la précarité à la fac, le travail mal payé et la guerre au bout. Elle vient des lycées généraux comme des lycées pros et des quartiers populaires, de celles et ceux que ce système trie en premier.

Et elle s'organise par elle-même. **AG dans chaque lycée et chaque fac, comités, coordination nationale.** Des milliers de jeunes apprennent à débattre, à voter et à décider ensemble. Ils et elles comprennent que leurs problèmes ne sont pas individuels mais collectifs, et que les solutions passent par la lutte.

C'est ça qui fait peur au pouvoir. Ce mouvement pose la question que le président refuse d'entendre : **à qui appartient la société, à ceux qui la possèdent ou à celles et ceux qui la font tourner ?**

> **Ce n'est qu'un début.**

IL PARLE DE « VIOLENCES », JAMAIS DE RÉPRESSION

Pour le président, la violence, c'est une vitrine brisée. Ce n'est jamais **un lycéen éborgné à Tours**, des milliers d'interpellations en deux semaines, des lycéen.nes gazé.es dès 8h devant leur lycée, nos camarades en garde à vue avant que leurs affaires soient classées sans suite.

Dans la même phrase, il range les « mobilisations annoncées » à côté des violences, comme deux menaces à prévenir. C'est la vision de l'ordre : **les biens comptent plus que les vies**.

C'est la vision d'un État qui interdit de manifester et met l'armée dans les rues. Au lieu de s'y opposer, la présidence la relaie.

> **Choisir ses mots, c'est choisir son camp. Il a choisi le sien.**

CE QUE LA PRÉSIDENCE REFUSE DE VOIR

En quelques semaines, le pouvoir a franchi des lignes qu'on croyait infranchissables. La préfecture a tenté d'**interdire toutes les manifestations** dans les Bouches-du-Rhône le 24 octobre. **Un couvre-feu** étendu aux adultes. **Les soldats** de Sentinelle déployés pendant les manifestations. Des gardes à vue allongées à 72 heures, des comparutions immédiates à la chaîne, une loi « casseur-payeur » qui menace de saisir les APL.

Et des corps abîmés, partout en France. **Des lycéen.nes et des étudiant.es éborgné.es, la mâchoire brisée, les dents arrachées** par des tirs de LBD et de lance-grenades, à Tours, en région parisienne, à Marseille. Des blessé.es par dizaines, des milliers d'interpellations.

Et un mort. Le 17 octobre à Paris, **un manifestant d'une soixantaine d'années est mort** en plein cortège.

> **Ils abîment toute une génération.**

CE N'EST PAS UN DÉRAPAGE, C'EST UNE LOGIQUE

Pendant ce temps, l'Assemblée vote **la présomption d'usage légitime de l'arme** pour la police. Quand les policiers tirent, la loi présumera qu'ils en avaient le droit.

Et la justice suit, sur « instructions » de fermeté du garde des Sceaux. Une vendeuse de 19 ans a pris **cinq mois de prison avec sursis et un an d'interdiction de Paris** sans avoir commis aucune violence. On lui reprochait une pancarte « Précaire à 14 ans », un masque à gaz et les messages d'un ami, à qui elle avait répondu qu'elle ne voulait pas de violence. **On ne juge plus ce qu'on fait, mais ce qu'on aurait pu faire.**

Quand la classe qui possède sent son pouvoir contesté par la rue, **elle suspend les libertés et lâche ses forces armées**. Chaque loi d'exception prépare la suivante. C'est ce glissement que nous appelons **fascisation**.

Face à ça, une université devrait se dresser. **La nôtre ferme ses portes.**

> **Ici, le silence est une complicité.**

PAS DE MOYENS, PAS DE RENTRÉE

Le 2 novembre, on voulait qu'on « reprenne » comme si de rien n'était. Mais reprendre quoi ? Début 2025, **près de 60 universités sur 74** présentaient un budget en déficit. Depuis 2019, les crédits de l'enseignement supérieur et de la recherche ont perdu **1,2 milliard d'euros** une fois l'inflation déduite. En juin 2026, le gouvernement retirait encore 35 millions aux universités, en cours d'année.

Pendant ce temps, le budget des armées monte à **57,1 milliards d'euros en 2026**, 6,7 milliards de plus en un an. Dans l'Éducation nationale, près de 1 400 postes ont été supprimés à la rentrée. À ALLSH, la refonte des maquettes de 2024 menaçait 11 000 heures de cours.

Amphis bondés, TD surchargés, bâtiments qui tombent en ruine, profs précaires. **Ce n'est pas un accident, c'est un choix politique.** L'argent qui manque aux facs part dans la guerre, pendant que l'armée entre dans nos cursus avec le bonus défense. **C'est une seule et même logique, l'économie de guerre.**

> **Pas de moyens, pas de rentrée.**

IL NOUS PARLE DU PASSÉ, NOUS LUI PARLONS DU PRÉSENT

Ce mouvement, il est aussi chez nous. **Sur tous les campus d'Aix et de Marseille**, des AG de plusieurs centaines de personnes se sont tenues, comme **partout en France**, où une **coordination nationale étudiante et lycéenne** organise le mouvement.

La présidence a répondu par **les CRS**, puis par les fermetures, le distanciel imposé et des sondages qui fichent. Son mail n'en dit pas un mot.

Nous exigeons **une prise de position publique** contre la répression des lycéen.nes et des étudiant.es, contre l'interdiction de manifester et pour nos revendications. **Se taire quand l'armée patrouille dans les rues et que des manifestant.es sont mutilé.es, c'est déjà prendre parti.**

> **La fac est à ses usager.es. Pas aux patrons. Pas à l'armée.**

CHAQUE CRS SUR NOS CAMPUS EST UN CHOIX DU PRÉSIDENT

Les CRS n'arrivent pas sur un campus par hasard. Depuis le Moyen Âge, les universités ont une franchise qui protège leur indépendance. Sauf flagrant délit ou ordre du procureur, **la police n'y entre qu'à la demande du président** (article R712-6 du Code de l'éducation).

On nous dira que bloquer, c'est un flagrant délit. Mais à l'amphi Guyon à Aix, à Saint-Charles à Marseille, pour ne citer que ces campus, nous tenions **des AG de plusieurs centaines de personnes**, parfois avec l'intersyndicale. Rien n'était bloqué. Les CRS sont venus quand même pour nous déloger.

Au premier blocus, la présidence a fait entrer **une centaine de CRS face à une quarantaine de manifestant.es pacifiques**. Avant même de bloquer, nous nous réunissions. La réponse a toujours été la même.

> **La police sur nos campus, c'est sa décision. Il doit en répondre.**

IL FERME POUR PROTÉGER DES MURS

« Préserver nos biens publics », écrit-il pour justifier la fermeture de tous les sites le week-end des manifestations. Mais **les biens publics, c'est lui qui les casse**. L'accès aux études pour les étudiant.es étranger.es. Le droit de se réunir et de tracter. Des cours dignes, en présentiel. Le salaire des étudiant.es du CROUS. **Il ne protège que des murs.**

Une fermeture administrative vide les campus. Plus de cours, mais plus d'AG non plus, plus de discussions, plus de lieu pour s'organiser. **Elle ne sert pas à protéger les étudiant.es, elle sert à empêcher qu'on se retrouve.**

> **Un blocage ouvre la fac à la mobilisation. Une fermeture la lui confisque.**

IL DÉCIDE SEUL POUR FERMER, IL DÉLÈGUE POUR LE RESTE

Pour fermer toute l'université, le président sait décider seul, en quelques heures. Pour les cours et les examens, il écrit qu'il n'existe « pas de solution simple et uniforme » et renvoie aux doyen.nes.

On a vu le résultat. À ALLSH, le passage en distanciel a été annoncé par mail un matin à 9h31, **sans vote du conseil de faculté ni de la CFVU**, alors que la loi l'exige (arrêté du 22 janvier 2014). Et les règles d'examen ne peuvent pas changer en cours d'année (article L613-1 du Code de l'éducation). En Sciences, des cours ont été **déplacés dans un autre établissement** pour contourner la suspension.

> **Centraliser la répression, décentraliser la responsabilité. C'est une méthode.**

NI ÉCRAN NI DÉBAT ENCADRÉ

Le distanciel met tout le monde derrière un écran, étudiant.es comme profs, et casse ce qui fait une fac : se croiser, discuter, s'organiser. Le 20 octobre, **l'AG des personnels l'a refusé** à une très grande majorité.

Maintenant, la direction voudrait que les profs canalisent eux-mêmes la colère. À la Faculté des sciences, la doyenne avait prévu pour le 2 novembre des temps où les étudiant.es « pourront échanger avec leurs enseignants sur la situation ». Dans des lycées aussi, on a demandé aux profs d'organiser ce genre de « débats ».

Mais les profs subissent la même casse que nous : postes supprimés, classes surchargées, précarité. Ces échanges n'ont aucun pouvoir de décision et ne changeront rien. Ils servent à **ramener la colère dans la salle de classe, sous contrôle**. C'est du maintien de l'ordre, version pédagogique.

Les AG étudiantes et les AG des personnels en grève sont souveraines. Nous les voulons **libres, sans être encadré.es ni fliqué.es**.

> **Nos AG ne se tiennent pas sous surveillance.**

LE SONDAGE DE LA DOYENNE, DÉCRYPTÉ

À la Faculté des sciences, la doyenne a envoyé un sondage avec deux questions. Êtes-vous pour ou contre le retour en présentiel ? Êtes-vous pour ou contre le blocage ? Elle affirme que la participation « donne du poids aux résultats ». Regardons-les simplement.

Sur 100 étudiant.es de la fac, **45 ont répondu, 55 n'ont pas répondu**.

Sur 100 qui ont répondu, **38 sont pour le blocage, 33 contre** et 29 sans opinion.

Donc, sur 100 étudiant.es de la fac, **seulement 15 ont dit être contre le blocage**.

> **Il n'y a aucune majorité contre la mobilisation.**

ET ENCORE, LE SONDAGE NOUS SOUS-ESTIME

Plus de la moitié des étudiant.es n'ont pas répondu. Pourquoi ? Parce que pour répondre, il fallait se connecter avec son compte étudiant. Une partie des mobilisé.es a très probablement refusé, **pour ne pas être fiché.e**. Le soutien au blocage est donc sans doute plus large que ce que montrent les chiffres.

Même comme ça, le « pour » l'emporte à Saint-Charles, à Luminy et à Aix-Montperrin. En master à Saint-Charles, **47 % sont pour le blocage**.

Et 60 % veulent des cours en présentiel. Ça tombe bien, nous aussi. C'est pour ça que **nous refusons le distanciel** et exigeons la réouverture des facs.

> **Même leur sondage ne trouve pas de majorité contre nous.**

POURQUOI CE SONDAGE N'ÉTAIT PAS ANONYME

D'abord, il fallait se connecter avec son compte étudiant. La fac sait donc qui a répondu.

Ensuite, il fallait indiquer sa formation, et les résultats ont été publiés formation par formation, site par site.

Résultat, dans 23 formations, une seule personne a répondu. Son vote est écrit noir sur blanc dans le tableau. Si tu es le ou la seul.e de ta formation à avoir répondu, **tout le monde peut savoir ce que tu as voté**. Dans 45 formations, il y a cinq réponses ou moins, et retrouver qui a voté quoi reste facile.

Un vrai sondage anonyme ne demande ni connexion ni formation, et ne publie jamais de résultats sur des groupes aussi petits.

> **Anonyme sur le papier. Fiché dans les faits.**

CE N'EST PAS UNE PREMIÈRE

Fin 2025, la présidence faisait déjà passer à tous les étudiant.es un questionnaire de l'Ifop « TOTALEMENT anonyme ». Il nous demandait **si on se situe à gauche ou à droite** et si on avait déjà participé à des **« actes de revendication violents »**. Pour y répondre, il fallait donner son numéro étudiant et son code postal.

Dix mois plus tard, même méthode. On se dit anonyme, on exige le compte étudiant et la formation, et on publie des réponses reconnaissables.

D'abord nos opinions politiques, ensuite notre position sur le blocage, en sachant à chaque fois qui répond. C'est contraire aux principes du RGPD, et ça porte un nom.

> **Ce n'est pas un sondage, c'est un fichage.**

NOTRE ANGOISSE N'EST PAS UNE MALADIE

Le président s'inquiète de notre santé mentale et nous renvoie vers une consultation, « y compris à distance ». Comme si l'angoisse venait de nos têtes et pas du monde qu'on nous impose.

Ce qui nous ronge, c'est **un État qui devient totalitaire**, qui interdit de manifester, met l'armée dans les rues et des couvre-feux. C'est **la vie chère**, les distributions alimentaires, les boulots à côté des études. C'est **le manque de moyens**, les amphis bondés, les profs qui manquent. Et c'est **la peur de rater son année** parce qu'on se mobilise.

On ne soigne pas en consultation ce que produisent la répression, la précarité et la sélection. **On le combat.** Et les psychologues de l'université, en sous-effectif, le savent mieux que lui.

> **Ce n'est pas une pathologie. C'est une réaction à leur politique.**

UN SEMESTRE BLANC, MAINTENANT

Un semestre blanc, c'est un semestre neutralisé, où personne n'est pénalisé.e pour s'être mobilisé.e. Nous demandons **un semestre blanc avec un 10 améliorable**, comme à Strasbourg. Tout le monde valide, et celles et ceux qui le veulent peuvent améliorer leur note.

On nous répondra que ça dévalorise le diplôme. C'est l'inverse. Ce qui fait perdre sa valeur à un diplôme, ce sont **des semestres bricolés en distanciel**, des cours manqués, des examens passés dans l'angoisse et **des redoublements en masse**.

Le président peut demander à la CFVU et aux jurys de neutraliser ce semestre. Ça ne coûte rien, sauf à reconnaître que le mouvement est légitime. **C'est pour ça qu'il ne le fait pas.**

> **Personne ne doit payer pour s'être mobilisé.e.**

LA CHARITÉ À LA PLACE DES DROITS

« Ces actions ne répondent pas à tous les besoins. »

Il l'écrit lui-même, après avoir listé ses épiceries solidaires, ses dons d'ordinateurs et ses aides d'urgence. **Et donc ?**

La charité, c'est ce que donnent celles et ceux qui refusent de partager. Une aide d'urgence dépend de la bonne volonté de l'institution, **un droit s'impose à elle**. On gère la misère étudiante au lieu de s'attaquer à ses causes. Nous voulons des bourses dignes, des APL rétablies, des loyers CROUS gelés et un repas à 1 € pour toutes et tous, pas réservé aux premiers arrivés.

Il distribue des ordinateurs contre la « fracture numérique », puis impose le distanciel qui la creuse.

> **Nous ne voulons pas de leurs restes. Nous voulons nos droits.**

LES ÉTUDIANT.ES SALARIÉ.ES DU CROUS, OUBLIÉ.ES DU MAIL

Le président parle de précarité, mais il oublie celles et ceux qui la vivent au travail. Quand il ferme les campus, les restaurants et les cafétérias du CROUS ferment aussi. **Les étudiant.es qui y travaillent ne sont pas payé.es** pour ces jours-là, alors qu'ils et elles étaient prêt.es à travailler.

Leur salaire est calculé par périodes puis recompté, et il arrive souvent avec **deux à trois mois de retard**. Le repas offert ne concerne que celles et ceux qui travaillent autour de midi. Les équipes du matin, qui commencent souvent à 6h30, n'ont rien.

Ces étudiant.es travaillent parce qu'ils et elles n'ont pas le choix. L'AG des personnels a voté le paiement des contrats étudiants empêchés de travailler. **La présidence et le CROUS doivent les payer, maintenant.**

> **Fermer sans payer, c'est faire payer les plus précaires.**

« BIENVENUE EN FRANCE », SE DIRE CONTRE NE SUFFIT PAS

Avec ce dispositif, les étudiant.es extra-européen.nes paient jusqu'à quinze fois plus que leurs camarades. Le président se dit contre, mais **il l'applique**. À AMU, sur 5 500 étudiant.es concerné.es, seulement 1 500 sont exonéré.es. Et en juin 2025, c'est le conseil d'administration d'AMU qui avait voté l'extension de ces frais. Depuis juillet, **100 000 étudiant.es étranger.es non boursier.es ont en plus perdu leurs APL**.

Cette application plonge des milliers d'étudiant.es extra-communautaires dans **la misère**. Beaucoup n'ont pas les ressources pour payer une telle somme ni pour obtenir un logement au CROUS, et se voient refuser leur titre de séjour. Certain.es se retrouvent à la rue. **Et la présidence ose dire qu'elle lutte contre la précarité étudiante.**

> **Il crée la précarité qu'il prétend combattre.**

REFUSER CES FRAIS, C'EST POSSIBLE

Rennes 2 refuse ces frais depuis 2019, par décision de son conseil d'administration, et l'EHESS s'y oppose aussi. **C'est donc possible.** Appliquer un décret raciste en se disant contre, ça s'appelle de la complicité.

Repousser la date limite au 30 novembre ne règle rien. On ne trouve pas en un mois l'argent qu'on n'a pas. Mais ce report est arrivé juste après la grève et les rassemblements au Pharo. **Seul le rapport de force fait bouger la présidence.**

> **Nous voulons l'exonération de toutes et tous.**

« SOCIALEMENT ENGAGÉE »... POUR LA GUERRE

Pendant des années, AMU a affiché « socialement engagée » sous son logo. Pendant ce temps, elle donnait **un bonus de notes aux étudiant.es réservistes** ou qui suivent des conférences de l'armée, grâce à une convention signée en 2021, **renforcée en 2024 par un accord-cadre avec l'armée**.

En 2024, le conseil avait voté à la majorité une motion pour garantir **notre droit de tracter**. Le doyen a démissionné le week-end suivant, et ce droit nous a été retiré, alors que la loi garantit notre liberté d'expression (article L811-1 du Code de l'éducation). Quand des étudiant.es ont tracté avec le logo détourné en **« socialement engagée pour la guerre »**, repris par des syndicats étudiants et des personnels, le président a envoyé **deux camarades du Comité de lutte et de la Jeunesse communiste en conseil de discipline**, et traîné l'un d'eux en justice pour diffamation. Il a perdu le procès.

Puis AMU a dépensé des milliers d'euros pour changer de logo et « construire une marque forte ». **Une marque, ça se protège. Des étudiant.es, ça se punit.**

> **Socialement engagée, mais pour qui ?**

PAS DE SCIENCE AU SERVICE D'UN GÉNOCIDE

Plusieurs universités israéliennes travaillent main dans la main avec leur armée. Elles développent des technologies militaires avec les industriels de l'armement et forment des étudiant.es-soldats. L'université d'Ariel est même installée **dans une colonie, en territoire occupé**.

AMU a déjà reçu une délégation scientifique israélienne, mais **la liste de ses accords avec des universités israéliennes n'est pas publique**. Nous voulons la connaître, et la fin de tout partenariat avec une institution liée à l'armée israélienne pendant le génocide à Gaza.

C'est possible. En 2024, l'université de Gand, en Belgique, a mis fin à des collaborations avec des institutions israéliennes, et les universités espagnoles ont décidé de suspendre leurs liens avec celles qui ne s'engagent pas pour la paix.

> **Pas de partenariat avec une armée qui commet un génocide.**

NOS RÈGLES NE SONT PAS UNE « CONVENANCE PERSONNELLE »

Il annonce un « congé pour convenance personnelle ». Le mot « règles » n'apparaît nulle part. Pour la présidence, avoir trop mal pour aller en cours relève de la « convenance », **comme un caprice**.

Et il faudra une ordonnance. Une étudiante sur trois a déjà besoin d'aide pour acheter des protections. Où trouver le temps et l'argent pour consulter chaque mois, quand il faut des semaines pour un rendez-vous et que tant de médecins minimisent encore la douleur des règles ? **L'ordonnance n'est pas une garantie, c'est un filtre.** Elle transforme un droit en parcours d'obstacles et met nos corps sous contrôle.

À La Rochelle, l'université accorde jusqu'à quinze jours d'absence par an, **sur simple déclaration**. Ici, on se dit féministe dans un mail et on organise la méfiance.

> **Un droit sous ordonnance n'est pas un droit.**

POURQUOI NOUS BLOQUONS

On va nous dire « oui mais vous bloquez ». Nous bloquons parce que **nous n'avons plus le choix**.

Depuis des années, les organisations étudiantes et de personnels, aux côtés des personnes mobilisées, essaient de se faire entendre **par divers moyens, sans succès**. Nous faisons face à une présidence qui a systématiquement balayé nos revendications et a répondu par **des pratiques antidémocratiques et autoritaires** : conseils de discipline, interdiction de se réunir, CRS envoyés contre les étudiant.es mobilisé.es. Le blocage des campus est désormais l'occasion d'**engager un rapport de force et de réellement nous faire entendre**.

La fac, telle qu'elle tourne, ne laisse aucune place pour s'organiser. Cours obligatoires, contrôle continu, boulots à côté. **Le blocage arrête la machine** pour libérer du temps et de l'espace, pour que tout le monde puisse venir en AG sans risquer de rater ses cours. C'est comme ça que des AG de plusieurs centaines de personnes se tiennent sur tous les campus d'Aix, de Marseille et de France.

> **Quand on n'écoute pas, on bloque.**

BLOQUER NOS FACS, PUIS BLOQUER LE PAYS

Une université ne produit pas de marchandises, mais elle remplit une fonction dans ce système. **Elle trie la jeunesse, forme la main-d'œuvre dont les entreprises ont besoin** et donne l'image d'un pays qui tourne. Quand nous bloquons, nous arrêtons cette machine. **C'est notre façon de faire grève.**

Ce qui fait vraiment peur au pouvoir, c'est quand la jeunesse entraîne les travailleur.ses. En mai 68, le mouvement est parti des facs et a fini en grève générale, avec 35 % d'augmentation du salaire minimum. En 2006, lycées et facs bloqués, puis les syndicats dans la rue, et le CPE a été retiré.

C'est pour ça que le 5 novembre compte. Les richesses, ce sont les travailleur.ses qui les produisent. **Quand ils et elles s'arrêtent avec nous, plus rien ne tourne**, et le pouvoir doit céder.

> **On bloque nos facs. Ensemble, on bloque le pays.**

NOUS NE SOMMES PAS DES GAMIN.ES

Tout le mail parle de « notre jeunesse » comme d'un public fragile à rassurer et à envoyer en consultation. C'est le ton de celui qui croit savoir mieux que nous ce qui est bon pour nous.

Le mouvement, ce sont des étudiant.es et des lycéen.nes **organisé.es** en AG sur tous les campus et dans **une coordination nationale étudiante et lycéenne**, avec des revendications argumentées, écrites et votées.

Comme toutes les mobilisations qui ont fait l'histoire, nous ne nous contentons pas de parler, **nous agissons**. En 1986, 1994 et 2006, la jeunesse a fait reculer Devaquet, le « SMIC jeunes » et le CPE. Aucune de ces victoires n'est venue d'un rendez-vous à huis clos.

> **Nous ne sommes pas lâches. Nous sommes organisé.es.**

PAS DE HUIS CLOS À TROIS

Le 21 octobre, nous étions devant le Pharo dès 6h pour porter nos revendications au président. Sa réponse : une nouvelle fermeture, et une invitation à recevoir **trois représentant.es**. Le lendemain, une centaine de personnes étaient encore là, avec les profs en grève.

Le huis clos sert à une chose : transformer un mouvement de milliers de personnes en discussion entre quelques-un.es, loin de celles et ceux qui se mobilisent. Nous avons déjà essayé, rien n'a changé. **Seule l'AG est souveraine.**

On nous parle de « communauté » et on nous répète que l'université doit rester neutre. Mais fermer, appeler la police, appliquer le décret et signer avec l'armée, ce sont des choix politiques. **La seule neutralité qu'on exige, c'est notre silence.** Entre ceux qui envoient la police et celles et ceux qu'elle déloge et gaze en manif, il n'y a pas de communauté.

> **C'est eux contre nous.**

NOS REVENDICATIONS

Étudier et se mobiliser librement

- la **réouverture immédiate de nos facs** et la fin des fermetures administratives ;
- **plus jamais de police sur nos campus** ;
- **pas de distanciel imposé** ;
- la **banalisation des cours** pendant la mobilisation, ou au minimum **la fin de l'obligation d'assiduité** ;
- **un semestre blanc avec un 10 améliorable**, pour qu'aucun.e mobilisé.e ne soit pénalisé.e ;
- la **fin de l'usage de Compilatio pour détecter l'IA** dans nos rendus, un outil qui n'est pas fiable ;
- la **levée des poursuites et des conseils de discipline** contre les mobilisé.es ;
- le **droit de tracter, d'afficher et de se réunir** garanti sur tous les campus ;
- la **fin des sondages qui fichent** et la destruction des données collectées ;
- une **prise de position publique** de l'université en soutien au mouvement.

Vivre et étudier dignement

- le **paiement des vacataires et des étudiant.es salarié.es du CROUS** empêché.es de travailler par les fermetures ;
- l'**exonération des frais « Bienvenue en France »**, l'abrogation de ce dispositif et la régularisation des inscriptions des étudiant.es étranger.es ;
- un **congé menstruel sur simple déclaration**, sans ordonnance ;
- des **moyens pour les CROUS**, des bourses et des APL dignes, et le repas à 1 € pour toutes et tous, sans quotas ;
- **plus de moyens pour l'université publique**, des postes de titulaires et la rénovation de nos bâtiments ;
- la **suppression des BCC**, ces blocs qui empêchent de compenser une matière ratée par une autre ;
- la **suppression des plateformes de sélection**, Campus France, Parcoursup et MonMaster.

L'université contre la guerre

- la **fin du bonus défense**, qui donne des points en plus aux étudiant.es réservistes ;
- la **fin de l'accord-cadre avec la zone de défense Sud**, signé en 2024, et des partenariats avec l'armée ;
- la **transparence totale** sur tous les contrats, partenariats et mécénats d'AMU avec l'armée, l'industrie de l'armement et les grandes entreprises, montants et contentieux compris ;
- la **publication de tous les accords** avec des universités israéliennes et la fin des partenariats avec celles liées à l'armée de l'État génocidaire d'Israël ;
- **de l'argent pour l'école, pas pour la guerre**.

> **Une université au service des besoins, pas des profits et de la guerre.**

NOUS VOULONS UNE FAC QUI MONTRE L'EXEMPLE

AMU se présente comme la plus grande université francophone. Elle devrait ouvrir la voie. **Elle est en retard sur tout.** Rennes 2 refuse les frais « Bienvenue en France » depuis 2019. Strasbourg a accordé un semestre blanc. Paris-Saclay, Paris Cité et l'Université Marie et Louis Pasteur ont voté des motions contre le décret.

Pendant ce temps, mobilisation après mobilisation, le président reste silencieux, **retranché dans son palais du Pharo**. Jamais une prise de position, toujours la police et les fermetures.

Étudiant.es comme personnels, **nous en avons assez**. Assez d'un président qui gère la fac comme une marque et ses usager.es comme un risque. Nous voulons une université qui protège, qui prend position et qui ose.

> **Profs et étudiant.es, on en a toutes et tous assez.**

SIX ANS, ON LE CONNAÎT À SES ACTES

Six ans de présidence, c'est assez pour juger. Le revenu universel étudiant, il en parle depuis le début. **Il n'existe toujours pas.** Il accuse l'État de ne pas en faire assez, mais il applique tout ce que l'État demande, du décret « Bienvenue en France » aux CRS en passant par le bonus défense.

Un président ne se juge pas à ses tribunes dans la presse, mais à ce qu'il fait quand la jeunesse se lève. Lui **envoie la police, ferme les facs, impose le distanciel, fiche avec ses sondages, interdit de tracter et poursuit militant.es et enseignant.es**.

Même les profs n'y échappent pas. **Un enseignant qui avait attaqué l'université en justice pour une fermeture administrative injustifiée s'est retrouvé à son tour poursuivi par le président.** Contester ses décisions, c'est s'exposer à ses procès.

Ses positions, ce sont ses actes.

> **Ficher, interdire, punir. Voilà sa politique.**

NOUS DEMANDONS LA DÉMISSION D'ÉRIC BERTON

Ça ne date pas d'aujourd'hui. **En 2023 déjà, contre la réforme des retraites, il envoyait les CRS évacuer le campus de lettres d'Aix.** En 2024, il retirait le droit de tracter et traînait nos camarades en conseil de discipline. Depuis le début de cette mobilisation, il a fait entrer la police sur nos campus, fermé les sites, laissé imposer le distanciel sans vote des conseils et laissé circuler des sondages soi-disant anonymes. Il refuse toujours de répondre publiquement à nos revendications. **Il a perdu la confiance de celles et ceux qui font vivre cette université.**

Une motion de défiance, c'est un vote par lequel un conseil déclare publiquement que le président n'a plus sa confiance. **Toutes les organisations mobilisées la demandent.** Nous appelons les élu.es étudiant.es et les élu.es des personnels à la déposer dans les conseils d'UFR et au conseil d'administration d'AMU, et à la voter.

L'AG des personnels l'a déjà demandé contre la direction d'ALLSH. **À nous de le faire contre la présidence.**

LE 5 NOVEMBRE, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

Jeudi 5 novembre, l'intersyndicale appelle à la grève et aux manifestations dans tout le pays. Les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche formeront des cortèges unitaires à Aix et à Marseille.

Nous appelons toutes les étudiant.es, tous les lycéen.nes et tous les personnels d'AMU **à se mettre en grève et à les rejoindre**. Lycéen.nes, étudiant.es, personnels, travailleur.ses, c'est ensemble qu'on gagnera.

Et nous ne sommes pas seul.es. La jeunesse se lève de l'Italie au Portugal, et **un appel à manifester dans toute l'Europe** est lancé pour novembre.

Rejoins les AG des étudiant.es et des personnels mobilisé.es, pas les « échanges » encadrés par une présidence qui envoie la police. Rejoins la lutte, et pousse avec nous pour que la motion de défiance soit votée dans les conseils.

> **Nous ne voulons plus de mots. Nous voulons des actes.**

LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES

MNL · Comité de lutte Aix-Marseille Université · Collectif étudiant Aix en lutte · ScPo Aix en lutte · Mouvement étudiant Luminy · AG étudiant.es Marseille · Union étudiante Aix-Marseille · Jeunes communistes Bouches-du-Rhône · CNT 2ESR-13 · Précaires ESR Aix-Marseille – Collectif des travailleur·ses précaires de l'ESR – Aix-Marseille · Le poing levé · FUBAIC engagée · FSE Aix Marseille · Éducation Sud Bouches du Rhône · cgt Éduc'action Bouches du Rhône

---

Sources : mail du président d'AMU (23/10/2026) · mail de la Faculté ALLSH (02/11/2026) · mail de la doyenne de la Faculté des sciences (02/11/2026) · Politis (19/10/2026) · Mayotte Hebdo (octobre 2026) · LCP (19/10/2026) · Maritima · communiqué du préfet des Bouches-du-Rhône (22/10/2026) · JDD (21/10/2026) · L'Express (21/10/2026) · Media News Room (18/10/2026) · LCP (7/07/2026) · Basta! (20/10/2026) · L'Étudiant (28/01/2025) · Sénat, rapport sur le budget 2026 · Next (1/06/2026) · Public Sénat (11/12/2025) · Maritima (21/03/2024) · arrêté du 22 janvier 2014, article 6 · Code de l'éducation, article L613-1 · relevé de décisions de l'AG des personnels d'AMU (20/10/2026) · mail de la doyenne de la Faculté des sciences (23/10/2026) · résultats du sondage de la Faculté des sciences (octobre 2026) · Fondation Jean-Jaurès, rapport de l'enquête AMU (2026) · Marsactu (5/12/2025) · motions de l'AG des personnels d'AMU (9/10/2026) · L'Étudiant · université Rennes 2, CA du 4 juin 2019 et communiqué du 21 mai 2026 · EHESS, communiqué du 1er juin 2026 · Marsactu (7/06/2024) · AEF info · Made in Marseille (25/06/2024) · site d'AMU · The New Arab · VRT (17/05/2024) · Times Higher Education (2024) · enquête FAGE et ANESF (2021) · La Rochelle Université (dispositif d'absences, 2026) · accord-cadre entre AMU et la zone de défense et de sécurité Sud (mai 2024) · AEF info (2023), « Mobilisation contre la réforme des retraites : la police évacue le campus de l'UFR de lettres d'Aix-Marseille université »